

## **CONSULTATION PUBLIQUE**

### **Accord interprofessionnel sur les règles d'assortiment et de détermination des quantités servies des titres CPPAP hors IPG aux points de vente (20 octobre 2022)**

Si la mise en place d'une règle de détermination des quantités maximales fournis est bien un élément souhaité par tous les acteurs, il semble, une nouvelle fois, que le souhait de certains soit plutôt éloigné de l'esprit de loi et des recommandations formulées par l'Arcep lors de la consultation publique concernant les règles de détermination des quantités servies aux points de vente des titres CPPAP hors IPG prise en application du 5° de l'article 18 de la loi n°47-585 modifiée.

- Si les articles de 1 à 4 ne réclament pas de commentaires, l'article 5 lui pose un réel problème avec ce couple retenu. Ce choix ne permettra pas de réduire le taux d'invendus quelque soit la configuration de points de vente et va même plutôt l'accroître pour une majorité des points de vente dont le linéaire est inférieur à 150 mld. Bien loin de l'esprit de la loi. La voie très conservatrice d'engorger les points de vente avec des titres dont le taux d'invendus sera largement supérieur à 50% prédomine une nouvelle fois. Ce choix ne va sûrement pas participer à rendre attractive la vente du produit presse et va continuer à favoriser la réduction des linéaires, voir la fermeture de certains linéaires. Le choix d'un couple (1:50%) pour les linéaires de moins de 150 mld et un couple (2:50%) pour les linéaires de plus de 150m mld correspondrait plus au besoin de l'ensemble des lieux de vente pour enfin réduire des manipulations inutiles de volume, permettrait de stopper la croissance continue des taux d'invendus et répondrait également à l'esprit de la loi et à la demande d'une économie plus écologique des acteurs de la vente au numéro. Si les outils le permettent, il serait souhaitable que ce taux de 50 % soit dégressif selon le nombre d'exemplaires servis. Au delà de 15ex 40 % et au-delà de 35ex 30 %.
- Concernant l'article 6, il serait également souhaitable de réactualiser l'historique des ventes chaque semestre afin d'être un peu plus en phase avec l'évolution de l'activité du point de vente. Il est également impensable de ne pas constituer d'historique pour un point de vente venant d'ouvrir, on doit pouvoir à minima utiliser un historique par rapport un panel de points de vente miroir et utiliser celui du point de vente à partir du 7ème mois.

- L'article 9 est inutile. Il offre juste une possibilité de contourner, une nouvelle fois, un article 5 qui détermine le mécanisme de plafonnement et ainsi de rendre illisible cet outil.
- Article 10, la possibilité de déplaçonner pour une période est utile mais pourquoi être encore dans le tout ou rien ? Ce mécanisme doit être plus flexible que la rédaction proposée. Déplaçonnement par famille, par classement.
- L'article 11 propose un accord sur des dispositifs, dispositifs gérés par qui ? Définis par ? Des précisions sont nécessaires.
- L'article 12 est une nouvelle occasion d'un entre soi et du retour des décisions par des intervenants qui sont juges et parties. Difficile de croire qu'éditeurs et SADP ne s'accordent pas pour utiliser cet article pour contourner la règle qui devrait régir la détermination des quantités. Si l'on veut prévoir une disposition spécifique, il est souhaitable que la décision soit prise par un collège de personnes réellement représentatives de l'ensemble de la filière.
- L'article 13 souffre des mêmes maux que l'article 12 et doit recevoir un traitement identique.
- L'article 14 peut avoir du sens mais il doit être borné dans le temps, l'impact d'une nouvelle formule est visible rapidement et comme pour l'article 12 et 13 cette décision ne peut incomber qu'à un collège représentatif.
- L'article 16 est utile sur le fond, mais sa rédaction est tendancieuse. Il est inadmissible de mettre en avant un mandataire plutôt qu'un autre.
- Si l'article 18 et 19 relève plutôt du bon sens, l'article 20 est une nouvelle entorse à la règle et ne doit pouvoir être utilisé qu'avec l'accord express du marchand de presse.

La modification de la loi Bichet devait être un outil de protection du réseau existant et plus particulièrement du réseau d'hyper-spécialistes, seuls points de vente à pouvoir offrir des linéaires de presse présentant une large variété de titres participant ainsi au pluralisme de la presse et au bon fonctionnement de la démocratie de notre pays. Cet avenant, dans sa formulation actuelle, ne favorisera pas l'amélioration du service attendu par nos lecteurs et continue à maintenir la vente au numéro dans ses pratiques et ses comportements d'un autre siècle. Le conservatisme et l'inaction semble la seule solution que soit capable d'offrir certains acteurs de la filière avec les résultats que l'on connaît depuis plusieurs années. Cette incapacité à vouloir évoluer continue à nous tenir bien loin des usages pratiqués dans la très grande majorité des autres activités commerciales et culturelles.

Nous vous remercions de votre attention.